ASSEMBLÉE NATIONALE

10 janvier 2020

VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA PRESTATION DE COMPENSATION DU
HANDICAP - (N° 2538)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° 14

présenté par

Mme Fontaine-Domeizel, Mme Cloarec-Le Nabour, Mme Bagarry, M. Belhaddad, M. Borowczyk,
Mme Bourguignon, Mme Brocard, M. Chiche, M. Da Silva, M. Marc Delatte, Mme Dufeu,
Mme Fabre, Mme Gaillot, Mme Grandjean, Mme Hammerer, Mme Iborra, Mme Janvier,
Mme Khattabi, Mme Lazaar, Mme Lecocq, Mme Limon, M. Maillard, M. Mesnier, M. Michels,
Mme Peyron, Mme Pitollat, Mme Rist, Mme Robert, Mme Romeiro Dias, M. Taché,
Mme Tamarelle-Verhaeghe, M. Touraine, Mme Vanceunebrook, M. Véran, Mme Vidal,
Mme Vignon, Mme Wonner, M. Le Gendre et les membres du groupe La République en Marche

ARTICLE 3

Compléter l'alinéa 8 par les mots :

« , ni des missions mentionnées au cinquième alinéa de l'article L. 146-3 du présent code de l'action sociale et des familles ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre de sa politique d'amélioration du quotidien des personnes handicapées et de leurs proches, le Gouvernement a engagé une ouverture de droits à vie pour les personnes dont le handicap n'est pas susceptible d'évoluer favorablement.

L'article 3 vise ainsi à étendre le droit à vie pour les bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH). C'est une avancée majeure pour nos citoyens en situation de handicap. Cette disposition est également bienvenue afin de simplifier l'action des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Cependant, l'attribution de la PCH à vie pour ces personnes dont le handicap n'est pas susceptible d'évoluer favorablement, ne doit pas porter préjudice aux actions d'accompagnement et de conseil dont ils ont toujours besoin et qui sont exercées par les MDPH.

Cet amendement vise donc à préciser que les bénéficiaires de la PCH à vie doivent pouvoir continuer à être accompagnés et conseillés par les MDPH, même s'ils n'ont plus d'obligation de renouvellement de leurs droits auprès de ces organismes.